



Conseil économique et social

Distr. générale
23 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration soumise par Society of Catholic Medical Missionaries, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Nul n'ignore que l'écart entre les riches et les pauvres se creuse partout dans le monde. Cette tendance représente effectivement une menace pour la stabilité sociale, économique et politique. Les troubles qui s'étendent de jour en jour au plan mondial, alimentés par les frustrations des gens qui n'ont pas un emploi décent, un logement sûr, un environnement sans risque et un meilleur avenir pour leurs enfants, représentent pour les gouvernements et la société dans son ensemble un avertissement concernant la nécessité urgente d'une nouvelle donne mondiale pour rééquilibrer et restructurer l'actuel système socioéconomique injuste.

Rien ne peut remplacer une bonne éducation et l'éducation est l'unique solution à long terme au problème de la pauvreté. L'éducation est nécessaire pour apprendre aux gens à vivre en harmonie avec la nature et avec les uns et les autres, compte tenu du fait que toute personne a besoin d'une vie décente et y a droit.

Il est nécessaire d'encourager les petits exploitants agricoles et les petites et moyennes entreprises par des mesures d'incitation à produire localement des denrées alimentaires et d'autres biens. Au moment où nous entrons dans une économie mondiale sans frontières, la mondialisation axée sur la finance se révèle être un échec (comme l'ont prouvé les crises récentes). Il est indispensable d'éradiquer la pauvreté et de réduire l'écart entre les riches et les pauvres au plan mondial. Les coopératives représentent des outils puissants pour la réalisation de l'émancipation économique et la transformation sociale. La moralité économique est nécessaire à l'édification des communautés viables, où tout être humain a le droit de mener une vie décente et digne.

Une étude réalisée dans 10 pays africains par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture montre que les femmes possèdent rarement la terre, et lorsqu'elles en possèdent, leurs exploitations ont tendance à être plus petites et moins fertiles que celles des hommes. Si les femmes agriculteurs avaient le même accès aux facteurs de production et à la formation que les hommes, les rendements pourraient augmenter de 10 à 20 %. L'emploi des femmes et des jeunes est indispensable pour éradiquer la pauvreté et réaliser une croissance économique équitable, et notamment la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Le renforcement des partenariats public-privé est considéré inévitable, dans la mesure où un nombre croissant de gouvernements sont incapables de satisfaire les besoins de leurs citoyens. De nombreuses organisations privées sont mieux placées pour contribuer au développement social sans sacrifier leur part équitable du profit. Comme l'a mentionné le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans son rapport à la Conférence lors de sa treizième session [CNUCED (XIII)/1], la tendance inquiétante de ces dernières années est l'influence croissante des marchés financiers qui orientent la politique publique et les ressources pour satisfaire leurs propres besoins et intérêts. Il faudrait disposer d'un mécanisme réglementaire et rendre obligatoire la responsabilité sociale des entreprises, fondée sur la justice sociale.